COMITE INTERNATIONAL DE DEFENSE DES FEMMES AFGHANES

Monsieur le Premier ministre,

Vous avez, lors de votre discours de politique générale le 14 janvier, évoqué le sort des femmes afghanes et des femmes iraniennes « *enfermées vivantes, interdites d'aller à l'école, interdites d'aller à l'université, interdites même de chanter et de sortir à l'extérieur de leur maison* ».

Il est incontestable que les femmes afghanes et les femmes iraniennes subissent de la part de leur gouvernement respectif une politique qui vise à les faire disparaître purement et simplement de la société.

S'agissant des premières, dès le 30 octobre 2022, saisie d'une demande du Mouvement spontané des femmes afghanes, la conférence internationale des femmes travailleuses qui s'est tenue en Seine-et-Marne, avec la participation de représentantes et de représentants d'organisations et de militants des droits des femmes, des droits ouvriers et démocratiques de vingt pays, a décidé de se constituer en Comité international de défense des femmes afghanes. Un comité que je préside avec Rubina Jamil, militante syndicale au Pakistan.

La demande du Mouvement spontané des femmes afghanes faisait état, déjà à l'époque, des persécutions dont étaient victimes les femmes de la part du régime des talibans et aussi des protestations et des manifestations organisées par elles contre ces attaques.

Depuis, les talibans ont multiplié les mesures misogynes et discriminatoires à l'encontre des femmes, dont l'objectif est de les priver systématiquement de tous leurs droits humains et civils (instruction, travail, expression, loisirs, etc.)

Des centaines de femmes (voire des milliers), parce qu'elles manifestent contre cette politique, sont soumises à des tortures physiques et mentales dans des prisons privées et officielles des talibans. Des centaines de militantes afghanes sont menacées de mort et souffrent de problèmes nutritionnels, sanitaires, éducatifs et psychologiques.

En 2024, à l'occasion du 8-Mars, Journée internationale des droits des femmes, le Comité international de défense des femmes afghanes s'était adressé « *à toutes les institutions des droits des êtres humains, aux militantes des droits des femmes et à toutes les femmes et tous les hommes philanthropes* » pour leur demander de « *poursuivre leur solidarité active avec les femmes afghanes* ». Il a, à cette occasion, pointé l'indifférence des gouvernements face à la situation désastreuse en Afghanistan.

Au nom du Comité international de défense des femmes afghanes, nous avons été nombreuses, en France, travailleuses, militantes, syndicalistes, élues, à nous adresser en décembre 2022 au président de la République, Emmanuel Macron, afin de lui demander d'assurer « *la protection des femmes recherchées et en danger en Afghanistan* » en leur accordant le droit d'asile. Nous lui avons indiqué que le Mouvement spontané des femmes afghanes nous avait transmis une liste nominale de plusieurs dizaines de ces militantes des droits des femmes dont la vie est menacée. Le cabinet d'Emmanuel Macron nous a fait savoir qu'il transmettait le dossier à la ministre des Affaires étrangères de l'époque, Catherine Colonna, qui a répondu qu'elle jugeait nos propositions très intéressantes, nous précisant qu'un conseiller prendrait contact avec nous. Malgré nos relances, personne n'a jugé utile de nous contacter.

Enfin, en octobre 2024, nous nous sommes adressés à Jean-Noël Barrot, votre ministre actuel des Affaires étrangères, qui occupait déjà le même poste quand Michel Barnier était encore Premier ministre. Cette lettre est restée sans réponse.

Le 8 mars 2025, une représentante du Mouvement spontané des femmes afghanes est invitée à prendre la parole dans une initiative publique en France à l'occasion du 8-Mars. Elle pourra le faire à une condition : qu'elle obtienne un visa du gouvernement français.

Monsieur Bayrou, vous vous dites sensible au sort des femmes afghanes. Nul doute, par conséquent, que vous mettez tout en œuvre pour permettre à cette militante d'être parmi nous le 8 mars prochain pour expliquer aux travailleuses et aux travailleurs quelle est la situation actuelle des femmes et quelles sont les actions entreprises pour combattre cette politique.

Nul doute que vous mettez tout en œuvre pour que soit accordé le droit d'asile à toutes les femmes persécutées en Afghanistan.

C. Keiser,

Co-présidente du Comité International de Défense des Femmes Afghanes
Secrétaire Nationale du Parti des Travailleurs

Montreuil, le 18 janvier 2025